



N° 00008

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT

/AONO/MINEPDED/CIPM/2025 DU 24 JUIL 2025

**POUR LE RECRUTEMENT EN PROCEDURE D'URGENCE D'UN CONSULTANT EN
VUE DE LA REALISATION DES INVENTAIRES DE GAZ A EFFET DE SERRE DANS
LE CADRE DE LA TRANSPARENCE POUR LA MISE EN ŒUVRE DE LA
CONTRIBUTION DETERMINEE AU NIVEAU NATIONAL (CDN) DU CAMEROUN ET DE
L'ACCORD PARIS**

**FINANCEMENT : FONDS NATIONAL POUR L'ENVIRONNEMENT ET LE
DEVELOPPEMENT DURABLE (CAS/FNED).**

1. Objet de l'Appel d'Offres

Dans le cadre de l'exécution des activités financées par le Fonds National pour l'Environnement et le Développement Durable (CAS/FNED) pour l'exercice 2025, le Ministre de l'Environnement, de la Protection de la Nature et du Développement Durable lance, un Appel d'Offres National Ouvert, pour le recrutement d'un consultant en vue de la réalisation des inventaires de gaz à effet de serre dans le cadre de la transparence pour la mise en œuvre de la contribution déterminée au niveau national (CDN) du Cameroun et de l'accord Paris.

2. Consistance des Prestations

L'objectif général est de comptabiliser les gaz à effet de serre au Cameroun dans les cinq secteurs émetteurs pour la période 1990-2022.

Plus spécifiquement, il sera question de :

- Renforcer les Capacités des parties prenantes sur les méthodes de réalisation d'Inventaires de GES et leur analyse ;
- Constituer une base de données robuste et factuelle pour un fonctionnement optimal du SNIGES à travers la collecte des données d'inventaires de GES sur l'ensemble du territoire national dans les secteurs Agriculture (élevage compris), Forêt, Affectation des terres (AFAT) ; Energie, Industrie, Déchets et autres auprès de grandes entreprises / industries ;
- Analyser la qualité des données et calcul des émissions de GES par secteur d'activité
- Effectuer le Contrôle Qualité des calculs des émissions de GES
- Assurer la qualité des inventaires de GES par un expert externe
- Valider et publier le Rapport d'inventaire.

3. Tranches/Allotissement

Le présent appel d'offres comporte un lot unique. Les prestations y afférentes s'exécuteront en une seule tranche.

La consistance de ces prestations est détaillée dans les Termes de Référence (TDR) du présent Dossier d'Appel d'Offres.

4. Coût prévisionnel

Le coût prévisionnel de l'opération à l'issue des études préalables est de cinquante millions (50 000 000) de francs CFA toutes taxes comprises.

5. Délai prévisionnel d'exécution

Le délai maximum prévu par le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué pour la réalisation des prestations objet du présent appel d'offres est de deux (02) mois calendaires.

Ce délai court à compter de la date de notification de l'ordre de service de commencer les prestations.

6. Participation et origine

La participation au présent appel d'offres est ouverte à toutes les entreprises installées au Cameroun et remplissant les conditions d'accès à la commande publique, conformément à la réglementation en vigueur.

7. Financement

Les prestations objet, du présent appel d'offres, sont financées par le Fonds National pour l'Environnement et le Développement Durable (CAS/FNED).

8. Mode de soumission

Le mode de soumission retenu pour cette consultation est la soumission en ligne.

9. Cautionnement de soumission

Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives un cautionnement de soumission timbrée accompagné du récépissé de consignation délivré par la Caisse des dépôts et Consignations (CDEC), acquitté à la main, délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre chargé des finances pour émettre les cautions dans le domaines des marchés publics et dont la liste figure dans la pièce 14 du DAO dont le montant s'élève à un million (1 000 000) francs CFA et valable jusqu'à trente (30) jours au-delà de la date initiale de validité des offres. L'absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre ou un organisme financier de première catégorie autorisé par le Ministère chargé des Finances à émettre des cautions dans le cadre des marchés publics, entraînera le rejet pur et simple de l'offre. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

10. Consultation du Dossier d'Appel d'Offres

Le dossier d'appel d'offres peut être consulté aux jours et heures ouvrables au Ministère de l'Environnement, de la Protection de la Nature et du Développement durable sis à l'Immeuble ministériel n°2, 7ème étage, portes 704 ou 708, dès publication du présent avis, au Journal des marchés de l'ARMP ou dans le quotidien national Cameroon Tribune et sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm> dès publication du présent avis.

11. Acquisition du Dossier d'Appel d'Offres

La version physique du dossier d'appel d'offres peut être obtenue au Ministère de l'Environnement, de la Protection de la Nature et du Développement Durable sis à l'Immeuble Ministériel N°2, 7ème étage, porte 704 ou 708 dès publication du présent avis, contre versement d'une somme non remboursable des frais d'achat du DAO de cinquante mille (50 000) francs CFA, payable au Trésor Public.

Il est également possible d'obtenir la version électronique du DAO par téléchargement gratuit aux adresses sus indiquées. Toutefois, la soumission électronique est conditionnée par le paiement des frais d'achat du DAO.

12. Remise des offres

Chaque offre est rédigée en français ou en anglais marquées comme telles, devra porter la mention :

"AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT

/AONO/MINEPDED/CIPM/2025 DU

24 JUIL 2025



000000

**POUR LE RECRUTEMENT EN PROCEDURE D'URGENCE D'UN CONSULTANT EN VUE DE LA
REALISATION DES INVENTAIRES DE GAZ A EFFET DE SERRE DANS LE CADRE DE LA
TRANSPARENCE POUR LA MISE EN ŒUVRE DE LA CONTRIBUTION DETERMINEE AU NIVEAU
NATIONAL (CDN) DU CAMEROUN ET DE L'ACCORD PARIS
A n'ouvrir qu'en séance de dépouillement"**

- L'offre devra être transmise par le soumissionnaire sur la plateforme COLEPS au plus tard le 22 AOÛT 2025 à 13 heures précises. Une copie de sauvegarde de l'offre enregistrée sur clé USB devra être transmise sous pli scellé avec l'indication claire et lisible « copie de sauvegarde », en plus de la mention ci-dessus dans les délais impartis.

Taille et format des fichiers

Les tailles maximales des documents qui vont transiter sur la plateforme et constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- 5 MO pour l'Offre Administrative ;
- 15 MO pour l'Offre Technique ;
- 5 MO pour l'Offre Financière.

Les formats acceptés sont les suivants :

- Format PDF pour les documents textuels ;
- JPEG pour les images.

Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre.

13. Recevabilité des plis

Les pièces administratives, l'offre technique et l'offre financière doivent être placées dans des enveloppes différentes séparées et remises sous pli scellé. Seront irrecevables par le Maître d'Ouvrage :

- les plis portant les indications sur l'identité des soumissionnaires,
- les plis parvenus postérieurement aux dates et heures limites de dépôt.
- les plis sans indication de l'identité de l'Appel d'Offres ;
- les plis non-conformes au mode de soumission
- Le non-respect du nombre d'exemplaires indiqué dans le RPAO ou offre uniquement en copies ;

En plus du nombre d'exemplaires de l'offre financière, le soumissionnaire est tenu de présenter un exemplaire de cette offre financière, dans une enveloppe scellée pour servir d'offre témoin marquée comme telle, et destinée à l'organisme chargé de la régulation des Marchés Publics pour conservation. Le défaut de présentation de cette offre témoin entraîne l'irrecevabilité de l'offre du candidat concerné, dès l'ouverture des plis par la Commission de Passation des Marchés.

NB : La quittance d'achat du dossier d'appel d'offres, l'original du cautionnement de soumission timbrée accompagné de son récépissé de consignation délivré par la GDEC et l'offre financière témoin seront déposés dans les locaux du Maître d'Ouvrage en même temps que les copies de sauvegardes.

14. Ouverture des plis

L'ouverture des plis se fait en deux temps,

L'ouverture des pièces administratives et des offres techniques se fera, en une seule étape, le 22 AOÛT 2025 à 14 heures, par la Commission Interne de Passation des Marchés siégeant à l'occasion, dans la salle de conférence de la Brigade des Inspections Environnementales sis à la montée Ane Rouge

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une seule personne de leur choix dûment mandatée même en cas de groupement d'entreprises.

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou l'autorité administrative compétente, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles doivent dater de moins de trois (03) mois à compter de la date originale de dépôt des offres ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis d'appel d'offres.

En cas d'absence ou non-conformité d'une pièce du dossier administratif lors de l'ouverture des plis après un délai de 48 heures accordée par la Commission, l'offre sera rejetée.

15. Critères d'évaluation

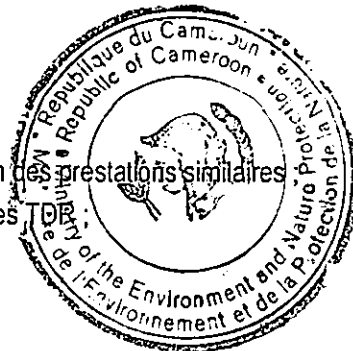
15.1-Critères éliminatoires

Il s'agit notamment de :

- L'absence du cautionnement de soumission timbré accompagné du récépissé de consignation de la CDEC à l'ouverture des plis ;
- La non-production au-delà de 48h après l'ouverture des plis, d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente ;
- Des fausses déclarations, manœuvres frauduleuses ou des pièces falsifiées ;
- D'une note technique inférieure à 70 points sur 100 (renvoyant au seuil de qualification des offres techniques) ;
- De l'absence de la déclaration sur l'honneur de non abandon des marchés au cours des trois dernières années ;
- Du non-respect du format de fichier des offres pour les soumissions en lignes ;
- L'absence d'un prix unitaire quantifié dans l'offre financière ;
- L'absence d'un élément de l'offre financière (la soumission, les BPU, le DQE) ;
- De l'absence de la charte d'intégrité datée et signée ;
- De l'absence de la déclaration d'engagement au respect des clauses environnementales et sociales datée et signée ;

15.2-Critères essentiels¹

- La présentation générale de l'offre ;
- Référence du soumissionnaire dans la réalisation des prestations similaires
- La méthodologie proposée en adéquation avec les TDR ;
- Qualification et compétence des experts ;
- Solvabilité et capacités financières ;
- Le matériel nécessaire (le cas échéant)



Les critères et sous-critères essentiels sont détaillés dans le Règlement Particulier de l'Appel d'Offres (RPAO).

16. Attribution

Le Maître d'Ouvrage attribuera le marché au soumissionnaire présentant l'offre évaluée la mieux disante par combinaison des critères techniques financiers et ou esthétiques.

17. Durée de validité des offres

Les soumissionnaires restent engagés par leurs offres pendant 90 jours à partir de la date limite initiale fixée pour la remise des offres.

18. Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrées au Ministère de l'Environnement, de la Protection de la Nature et du Développement Durable sis à l'Immeuble Ministériel N°2, 7ème étage, portes 704 ou 708.

19. 20. Lutte contre la corruption et les mauvaises pratiques

Pour toute dénonciation pour des pratiques, faits ou actes de corruption, bien vouloir appeler la CONAC au numéro 1517, l'Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP) (SMS ou appel) aux numéros : (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48.



Copies:

- MINMAP,
- ARMP,
- MINEPDED ;
- Président CIPM,
- Affichage chrono.



OPEN NATIONAL INVITATION TO TENDER
No 00008 /AONR/MINEPDED/CSPM/2025 OF 21 JUN 2025

FOR THE RECRUITMENT OF A CONSULTANT TO CONDUCT GREENHOUSE GAS
INVENTORIES IN THE CONTEXT OF TRANSPARENCY FOR THE IMPLEMENTATION
OF CAMEROON'S NATIONALLY DETERMINED CONTRIBUTION (NDC) AND THE
PARIS AGREEMENT
FUNDING: NATIONAL ENVIRONMENTAL
DEVELOPMENT FUND (CAS/FNED).

1. Subject of the Invitation to Tender

As part of the implementation of activities financed by the National Fund for the Environment and Sustainable Development (CAS/FNED) for the 2025 financial year, the Minister of Environment, Protection of Nature and Sustainable Development is launching an Open National Call for Tenders to recruit a consultant to carry out greenhouse gas inventories as part of transparency measures for the implementation of Cameroon's nationally determined contribution (NDC) and the Paris Agreement.

2. Nature of services

The overall objective is to account for greenhouse gases in Cameroon in the five emitting sectors for the 1990–2022 period.

More specifically, it is all about:

- Strengthening stakeholders' capacities in methods for conducting GHG inventories and analysing them;
- Building a robust, fact-based database for the optimal functioning of National GHG Inventory System (SNI-GES) by collecting GHG inventory data across the entire country in the following sectors: agriculture (including livestock), forestry, land allocation (AFAT); energy, industry, waste and others from large companies/industries;
- Analysing data quality and calculate GHG emissions by sector of activity.
- Performing quality control on GHG emissions calculations
- Ensuring the quality of GHG inventories by an external expert
- Validating and publishing the inventory report.

3. Lots / Allotment

This invitation to tender comprises a single lot. The related supplies will be carried out in one instalment.

The scope of these services is detailed in the Terms of Reference (TOR) of this Tender.

4. Estimated cost

The estimated cost of this service all taxes included following preliminary studies shall be fifty million (50,000,000) CFA francs.

5. Estimated delivery date and location

The maximum period provided for by the Contracting Authority for the delivery of the equipment covered by this Invitation to tender shall be two (2) calendar months from the date of notification of the service order to start works.

This period shall commence on the date of notification of the service order to commence services.

6. Participation and origin

Participation in this Invitation to Tender is open to the various companies established in Cameroon and meeting the conditions for access to public contracts, in compliance with the regulations in force.

7. Funding

The services covered by this invitation to tender shall be financed by the National Environmental and Sustainable Development Fund (CAS/FNED).

8. Submission method

The submission method chosen for this consultation is online submission.

9. Bid bond

Each tenderer must enclose with their administrative documents a stamped bid bond accompanied by the receipt for the deposit issued by the Deposits and Consignment Fund (CDEC), paid in hand, issued by a body or financial institution approved by the Minister of Finance to issue bonds as part of public contracts, the list of which appears in Document 14 of the Tender file, whose amount is one million (1,000,000) CFA francs and valid for up to thirty (30) days beyond the initial tender validity. Especially, the absence of a bid bond issued by a first-rate banking establishment or an insurance company approved by the Ministry of Finance or failure to comply with the models of the tender file documents shall lead to a pure and simple rejection of the offer. A bid bond provided but having no connection with the consultancy concerned shall be deemed to be absent. A bid bond presented by a bidder during the tender opening session shall be inadmissible.

10. Consultation of Tender file

The Tender file is available for consultation, during working days and hours, at the Ministry of Environment, Protection of Nature and Sustainable Development located at the Ministerial Building No.2, 7th Floor, Room 704 or 708, as soon as this Tender Notice is published in Cameroon Tribune and on COLEPS platform via the following links <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm> upon publication of this notice.

11. Acquisition of Tender file

Hard copies of Tender Documents may be obtained from the Ministry of Environment, Protection of Nature and Sustainable Development located at the Ministerial Building No.2, 7th Floor, Room 704 or 708, as soon as this Tender Notice is published, upon payment of a non-refundable amount of twenty-five thousand (25,000) CFA francs, payable into the Public Treasury. It is also possible to obtain soft copies of the Tender file by free download from the addresses indicated above. However, online tendering shall be subject to payment of the tender file purchase fee.

12. Submission of tenders

Each tender is written in French or English, marked as such, must bear the words:

"OPEN NATIONAL INVITATION TO TENDER
No. 00008 /AONR/MINEPDED/CSPM/2025 OF 24 JULY 2025
FOR THE RECRUITMENT OF A CONSULTANT TO CONDUCT GREENHOUSE GAS INVENTORIES IN
THE CONTEXT OF TRANSPARENCY FOR THE IMPLEMENTATION OF CAMEROON'S NATIONALLY
DETERMINED CONTRIBUTION (NDC) AND THE PARIS AGREEMENT

"To be opened only during the tender evaluation session"

- tender must be submitted by the bidder on the COLEPS platform no later than 22 JULY 2025 at _____ pm prompt. A back-up copy of the tender saved in a DVD drive must be sent in a sealed envelope clearly and legibly marked 'back-up copy', in addition to the above mention, within the deadline.

Size and format of the files

The maximum sizes of the documents that will transit on the platform and constitute the bidder's offer are as follows:

- 5 MB for the Administrative Bid;
- 15 MB for the Technical Bid;
- 5 MB for the Financial Bid.

The following formats are accepted:

- PDF format for text documents;
- JPEG for images.

Candidates shall use compression software in order to possibly reduce the size of the files to be forwarded

13. Admissibility of bids

The administrative, technical and financial documents must be placed in separate envelopes and submitted in sealed envelopes. The Contracting Authority shall reject bids for the following reasons:

- envelopes bearing details of the tenderer's identity,
- envelopes received after the tender submission date and time.
- envelopes not complying with the bidding method;
- envelopes without indication of the specific Invitation to Tenders concerned;
- failure to provide the number of copies indicated in the STR or bids in copies only.;

In addition to the required number of copies of the financial tender, the tenderer is required to submit one copy of this financial tender in a sealed envelope to serve as a reference tender, marked as such, and intended for the public procurement regulatory body for safekeeping. Failure to submit this sample bid will result in the inadmissibility of the bid of the candidate concerned, as soon as the bids are opened by the Contracts Awarding Committee.

NB: The original stamped tender bond accompanied by its receipt issued by the CDEC and the reference financial offer shall be deposited at the Contracting Authority's premises at the same time as the backup copies.

14. Opening of bids

The opening of bids will take place in two (2) stages;

The opening of administrative documents, technical and financial offers will take place in a single step, on the ~~22~~ 22 ~~April~~ April ~~2025~~ 2025, at 2.00 p.m. prompt, by the Internal Committee Tender's Board sitting on this occasion, in the conference room of the Environmental Inspections Brigade located at *Montée Ane Rouge*. Only bidders may attend this opening session or be duly represented therein by an authorized person of their choice.

On pain of being rejected, the required administrative documents should be produced in originals or in certified true copies by the issuing services or a competent administrative authority, in compliance with the provisions of the Special Regulations of the Invitation to Tender. These documents must be less than three (3) months old or they must be issued after the date of signature of the Invitation to tender.

In the event of the absence or non-conformity of any document in the administrative file when the bids are opened after a period of 48 hours granted by the Commission, the bid will be rejected.

15. Evaluation criteria

15.1-Eliminatory criteria

These include:

- the absence of the stamped tender bond accompanied by the CDEC deposit receipt at the opening of the bids;
- failure to produce, after the 48-hour deadline following the opening of the bids, a document in the

- administrative file deemed to be non-compliant or missing when the bids were opened (except for the bid bond);
- false declarations, deceit or forgery of documents;
- a technical score of less than 70 points out of 100 (referring to the threshold for technical bids to qualify);
- the absence of a declaration on honour that no work has been abandoned during the last three (3) years;
- failure to comply with the file format for online tenders;
- the absence of a quantified unit price in the Financial Bid;
- missing elements of the financial tender (tender, UPL, QQE)
- the absence of a dated and signed integrity charter;
- the absence of a dated and signed declaration of commitment to comply with environmental and social clauses;

15.2-Eliminatory Criteria

- General presentation of the tender;
- The tenderer 's track record in providing similar services;
- The proposed methodology in line with the Terms of Reference;
- Qualifications and expertise of the experts;
- Creditworthiness and financial capacity;
- The necessary equipment (if applicable)

The essential criteria and sub-criteria are detailed in the Special Tender Regulations (STR).

16. Contract award

The Contracting Authority will award the contract to the tenderer submitting the bid that is deemed the most advantageous based on a combination of technical, financial and/or visual appeal criteria.

17. Duration of Validity of bids

Bidders remain bound by their bids for 90 days from the initial deadline for submission of bids.

18. Complementary information

Complementary information is available, during working hours, at the Ministry of Environment, Protection of Nature and Sustainable Development, located in the Ministerial Building No.2, 7th Floor, Room 704 or 708.

19. Fight against corruption and bad practices

If you wish to report corrupt practices, facts or acts, please call CONAC on 1517, the Public Contracts Authority (MINMAP) (SMS or call) on: (+237) 673 20 57 25 and 699 37 07 48.

Copies to:

- MINMAP
- ARMP
- MINEPDED
- CSPM Chairperson
- Affichage chrono.

